

Il y a trois ans, le terrorisme frappait à Bruxelles

■ Trois ans après le 22 mars 2016, les victimes tentent de se reconstruire.

■ À Schaerbeek, une expérience inédite est menée.

■ L'instruction n'est pas encore terminée, mais un procès exceptionnel de six mois au moins se profile pour 2020 ou plus tard.

Invalidité

Pour évaluer les séquelles médicales des victimes directes des attentats du 22 mars 2016, le Service fédéral des pensions a fait appel à l'expertise médicale de l'Office médico-légal (OML). Celui-ci a calculé un pourcentage d'invalidité pour 420 victimes.

Un pourcentage d'invalidité supérieur à 10 % permet à la victime de recevoir une pension de dédommagement en plus du remboursement des frais de soins médicaux, paramédicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation, des appareils orthopédiques et des prothèses. Près de 55% des victimes ont été reconnues avec une invalidité supérieure à 10 %, selon le SPF Santé publique.

Deux pourcents des victimes se sont vu reconnaître une invalidité de plus de 70%. Une victime est toujours hospitalisée.

Un procès exceptionnel se profile pour les attentats du 22 mars 2016

L'enquête sur les attentats de Bruxelles n'est pas terminée, mais les parties civiles vont avoir accès exceptionnellement au dossier à partir de début avril dans un bâtiment proche du palais de justice de Bruxelles, a indiqué cette semaine le parquet fédéral.

Les victimes et leurs proches pourront, s'ils le veulent, consulter les pièces dans des ordinateurs, sans en emporter des copies. Ils recevront aussi l'aide d'assistants de justice. Certaines images sont en effet difficiles à supporter. Les procédures sont complexes.

Le dossier est énorme: près de 140 cartons avec 6 200 procès-verbaux, résultats de l'enquête qui dure depuis le 22 mars 2016. Le troisième anniversaire de ces attentats, qui avaient fait 32 morts et 340 blessés, sera commémoré vendredi par des cérémonies à l'aéroport et au métro de Maelbeek, mais aussi dans la commune de Molenbeek.

Une traduction en neuf langues

"Les pièces essentielles du dossier seront traduites dans neuf langues, souligne le parquet fédéral. Le néerlandais, mais aussi le français, l'anglais, l'allemand, l'espagnol, l'italien, le portugais, le polonais et le suédois, langues les plus courantes parmi les victimes. Pour chaque langue, huit traducteurs ont reçu 1 200 pages à traduire."

Un effort inédit pour les parties civiles, souligne le parquet fédéral, qui promet que cet accès au dossier sera "encadré de la façon la plus humaine possible".

Les parties civiles et leurs avocats réclamaient depuis plusieurs semaines cet accès au dossier. Les avocats des inculpés détenus ont déjà accès à certaines pièces avant la comparution de leurs clients devant la chambre du conseil. "Ce n'est pas si exceptionnel que cela, explique M^r Guillaume Lys, avocat de plusieurs parties civiles. Dans l'attentat contre le Musée juif, on avait pu avoir accès à certaines pièces avant la fin de l'instruction. Le signal ici, c'est que la fin de l'instruction approche et qu'on va bientôt pouvoir avoir le procès."

Près de 600
victimes se sont
constituées parties
civiles, selon
le parquet fédéral.

Une salle d'audience pour un millier de personnes

Selon le parquet fédéral, le procès pourrait avoir lieu en 2020 et durer au moins six mois. Une dizaine de personnes sont pour le moment inculpées par les juges d'instruction, la plupart parce

qu'elles sont soupçonnées d'avoir fourni une aide à la préparation et à l'exécution des deux attentats. Parmi elles figurent deux hommes présents sur les lieux: Mohamed Abrini et Osama Krayem.

Près de 600 victimes se sont constituées parties civiles (209 pour l'attentat à Maelbeek, 391 pour Zaventem). "Ce sera particulièrement difficile de trouver un espace suffisant pour accueillir environ mille personnes dans un environnement confortable et de sécurité", estime le parquet fédéral.

Une possibilité serait d'aménager, avec des tribunes, le grand hall intérieur du palais de justice, place Poelaert. L'option est à l'étude.

Ch. Ly.

Les commémorations

Ce vendredi

Pour le troisième anniversaire des attentats, le gouvernement fédéral, Brussels Airport et la Stib donnent la possibilité aux victimes et à leurs proches de se recueillir ce vendredi sur les lieux des attentats et mettent à disposition des lieux d'accueil et de rencontre.

À Zaventem, à 9 h 52, lecture des noms de victimes de Brussels Airport et à 10 heures, une minute de silence dans le Terminal.

À la station de Maelbeek, une commémoration aura lieu de 9 à 10 heures (accès via la chaussée d'Etterbeek) et à 10 heures, est prévue une minute de silence.

À Molenbeek, un hommage sera rendu à 14 h 30 à Loubna Lafquiri, victime de Maelbeek, devant la stèle qui lui est consacrée à l'angle du boulevard Machtens et de l'avenue De Roovere. L'hommage sera étendu "*à toutes les victimes de violences commises dans le monde*". Sur la place communale à 9 h 30, les écoliers seront invités "*à battre les tambours pour la paix*".

À Schaerbeek, victimes et mères de djihadistes retissent des liens

Trois ans après les attentats du 22 mars, une expérience inédite se déroule à Bruxelles. Des victimes parlent aux parents des djihadistes, nouent des liens, échangent des émotions sous l'œil de deux sociologues cliniciens, l'un français, l'autre belge, étonnés de voir comment deux parties a priori irréconciliables se sont retrouvées à retisser du lien social et à poser les jalons d'un monde meilleur.

Les rencontres ont lieu à la maison communale de Schaerbeek, mais regroupent des personnes venues de l'ensemble du pays qui, presque toutes, ont vu leur vie basculer le 22 mars 2016.

Sandrine a besoin "de paix et de souffle"

L'une d'elles est Sandrine Couturier, une mère de deux enfants de Boitsfort qui était dans le premier wagon où le terroriste se fit exploser à la station de Maelbeek. Elle a été brûlée, blessée, mais surtout a dû "retrouver une identité où je peux agir, où je ne suis plus seulement victime des attentats".

Pendant des mois, Sandrine s'est coupée du monde, n'a pas cherché à comprendre pourquoi ces attentats avaient eu lieu. Elle suit une thérapie comme beaucoup d'autres victimes. "J'ai besoin de paix, d'ouverture, de souffle", dit-elle.

Si des problèmes administratifs et légaux ont pu être abordés au sein des associations de victimes comme Life4Brussels et V-Europe, les traumatismes trouvent un exutoire dans l'expérience schaarbeekoise. Parler, dessiner, rire – tout cela sous l'encadrement d'Isabelle Seret, l'initiatrice belge du projet, et celui du Français Vincent de Gaulejac – a aidé Sandrine à se relever. Laquelle a aussi créé avec quatre femmes victimes un groupe WhatsApp intitulé "Les petites copines".

Fatima, mère de djihadiste: "Tout redevient possible"

Contrairement aux victimes, les mères de djihadistes ont dû affronter une autre solitude, celle de la honte, voire de la culpabilité. Elles l'ont partagée avec les autres membres du groupe. "Le premier jour, j'ai pleuré", raconte Fatima Ezzarhouni, mère d'un djihadiste dont elle ne sait pas s'il est mort ou vivant et candidate anversoise sur la liste CD&V. "On a ressenti beaucoup de culpabilité. Dans ce groupe, tout redevient possible. Elles me guérissent un peu. Nous partageons la même douleur."

Fatima a par ailleurs entrepris de rédiger un livre avec Sophie, dont la fille était dans le métro de Maelbeek. Le livre va raconter les valeurs que ces deux jeunes grands-mères veulent transmettre à leurs petits-enfants, "dans des valises", dit Fatima, qui est néerlandophone.

Jessica, professeure: "Il faut arrêter la stigmatisation"

Et puis, il y a aussi Jessica Faraci, professeure à l'Institut de la Sainte-Famille d'Helmet à Schaerbeek. En 2013, elle avait mis sur pied un programme de conférenciers pour aiguïser le sens critique des adolescents, mieux les protéger contre les manipulations des recruteurs. Les attentats furent un séisme dans l'école car Najim Laachraoui, l'un des terroristes de Zaventem, avait étudié à l'école.

Saliha Ben Ali, mère d'un djihadiste et membre aussi du groupe de Schaerbeek, Rachid Benzine, Ismail Saidi, Felice Dassetto sont venus parler. Avec ce programme, "les enfants se sentent en confiance. Il y a des choses qui sortent. Il faut arrêter la stigmatisation", dit-elle. "Nous sommes des citoyens du monde et nous n'appartenons pas à une religion ou à un groupe."

À la notion de "groupe de parole", les deux sociologues préfèrent celle de "groupe d'implication et de recherche", qui est plus politique. Le groupe a été baptisé "Retissons du lien" du nom d'une banderole qui avait été brandie le 17 avril 2016 lors d'une manifestation rassemblant des rescapés des attentats et des familles confrontées à la radicalisation violente.

"Je me suis dit qu'il fallait être courageux pour revendiquer cela à un moment où la société était crispée et que le sécuritaire débordait sur tout", raconte Vincent de Gaulejac.

L'un des axes sur lesquels le groupe a travaillé est l'assignation identitaire, le regard de la société tant sur les victimes ("Tu ferais bien de tourner la page") que sur les mères de djihadistes ("Vous vous sentez responsable?"). Pour les deux sociologues, "si, comme le dit Sartre, la honte naît sous le regard d'autrui, le dégageant de la honte ne peut que se faire sous le regard d'autrui". Ce travail, pour eux, est complémentaire d'autres actions entreprises depuis les attentats, notamment par la Justice.

Christophe Lamfalussy

Les mères
de djihadistes
ont dû affronter
une autre
solitude, celle
de la honte,
voire de
la culpabilité.